

# Lutte de classe

## Une « marche » sur Paris, d'accord, mais dans quelle perspective politique ?

### **Avant-propos.**

Il s'agit ici d'une réponse à un courriel que m'a adressé un ex-militant du PCF proche du NPA.

En fait il m'en a envoyé plusieurs dans la foulée dont un dans lequel il avait recopié le communiqué du POI du 14 janvier appelant à une « marche » sur Paris, un autre dans lequel figurait un extrait du communiqué du POI du 7 décembre. Dans celui du 7 décembre figurait un appel en direction des organisations et des travailleurs, et dans celui du 14 janvier la référence aux organisations avait disparu. A décharge du POI, il faut rappeler qu'entre temps il s'était adressé publiquement par lettre à tous les partis pour les convier à discuter de cette initiative, afin si possible qu'ils s'y associent, je n'en sais pas davantage. Donc pas de fausses querelles, il y a déjà suffisamment de sujets de désaccords comme cela.

Dis-moi en quoi l'interdiction des licenciements pourrait constituer une quelconque perspective politique, s'il s'agit évidemment de faire de la politique ? Ce mot d'ordre balancé ainsi est du même ordre que la rupture avec l'UE. Ni l'un ni l'autre n'est relié ou n'ouvre la moindre perspective politique, ils conduisent infailliblement à une impasse, c'est en tout cas ce que je pense *de loin*.

J'ai passé ce matin un coup de fil à mon épouse pour lui souhaiter une bonne fête à l'occasion de Pongal. On a discuté un moment. Hier elle a assisté à une réunion, peut-être les bons vœux du maire PCF d'Aubagne (qui a fait campagne avec le MoDem), je ne sais pas au juste. Elle m'a dit avoir discuté avec des gens qui n'en peuvent plus de la situation en France, de la guerre contre le peuple palestinien soutenue par Sarkozy, elle n'a évidemment pas une conscience de classe très développée la pauvre femme, elle se borne à dire à tout le monde qu'il va falloir faire une révolution et faire table rase du passé, à sa grande surprise m'a dit qu'elle n'était pas la seule à le dire.

Tu vois que même dans les conditions les plus difficiles, il est possible de faire de la politique et de faire progresser la conscience des masses, à condition qu'on est la *foi* comme disait Marx, quel mot affreux vont penser les curés de la Libre Pensée ! C'est ce qu'il manque le plus à nos révolutionnaires professionnels semble-t-il. J'allais ajouter parce qu'ils sont coupés des masses, mais alors qu'est-ce que je devrais dire dans mon trou ! S'ils sont coupés des masses, c'est parce qu'ils le veulent bien, alors que je n'ai pas le choix, tout comme un autre exilé, le père Marx qui écrivait à Kugelmann : « *Quand on vit comme moi, presque coupé du monde extérieur* ».

Les pessimistes ou les sceptiques s'appuient sur les masses arriérées du prolétariat pour justifier leur passivité, leur méfiance envers les masses ou leurs discours d'arrière-garde, leurs réflexes paranoïaques consistent à se tenir en permanence sur la défensive, à parler uniquement de résistance au lieu de passer à l'offensive. Personnellement je juge plus avantageux de se ranger au côté des couches les plus avancées de la classe ouvrière, et on ne les trouve pas forcément là où on nous a raconté qu'elles devraient être, certainement pas dans les syndicats complètement pourris par le réformisme bourgeois ou chez les fonctionnaires qui bénéficient toujours d'avantages non négligeables par rapport au reste des exploités, même si leurs conditions de travail se sont considérablement dégradées ces dernières années.

Tenir compte de l'état d'esprit des masses ne signifie pas nier la réalité quand elle nous déplaît, mais cela doit nous conduire à nous appuyer sur les éléments les plus avancés de la classe, même s'ils sont ultra minoritaires, premièrement pour essayer de les gagner au parti, deuxièmement pour les encourager à entraîner leurs camarades dans le combat de classe. Rien à voir avec un optimisme béat déployé bruyamment en toutes circonstances.

---

C'est comme dans la vie, il faut toujours s'appuyer sur les bons côtés, même s'ils sont rares, pour pouvoir affronter la dure réalité de l'existence le reste du temps dans les meilleures conditions, sinon on coule, on fait n'importe quoi, c'est la dépression ou pire... Même confronté parfois à des gens de notre classe qui ont un comportement épouvantable, j'ai toujours favorisé leurs bons côtés aussi ténus soient-ils, car je n'avais pas le droit de les juger, encore moins de les condamner, même si tous mes efforts s'avéraient dérisoires et en pure perte, je n'ai jamais changé de comportement et je m'en porte très bien ainsi, je ne regrette rien sur ce plan-là.

Je peux paraître très dur parfois, mais en réalité je pense que j'allie assez bien dans la vie quotidienne les qualités que possédait Lénine à merveille, sauf sur le plan politique où j'ai encore énormément de boulot à faire pour m'améliorer, mais cela tient surtout à mon éloignement, à mon manque de contacts avec des militants et à mes lacunes sur l'histoire du mouvement ouvrier, et pas particulièrement à cause de mon caractère. Je ne vous pas un culte à Lénine, mais il faut bien reconnaître qu'il demeure pour nous un maître incomparable à côté duquel les socialistes à la sauce républicaines font office de microbes !

---

Je ne mettrai pas le communiqué du POI du 14 janvier dans le site parce qu'il n'est pas une officine au service de ce que j'ai beaucoup de mal à appeler un parti politique.

J'ai lu hier la totalité des lettres de Marx à Kugelmann, cela m'a remonté à bloc. J'aurais lu Lénine que je le serais tout autant, les militants doivent se demander parfois d'où me viennent mes excès de fièvre, qu'ils ne cherchent plus, ils ont la réponse ici. Autant les discours des dirigeants sont déprimants, démobilisateurs ou anesthésiants, autant un peu de marxisme nous remonte le moral et nous aide à rester jeune ! Passons aux choses sérieuses.

Sous prétexte que le capitalisme a réussi la performance de passer le cap du XXe siècle, que le prolétariat conserve dans sa grande majorité des illusions dans le capitalisme et qu'il prend des coups de plus en plus durs, que les partis traditionnels du mouvement ouvrier ont disparus ou sont réduits à l'état de cadavres puants, que les autres partis ouvriers sclérosés ne survivent à leur propre décomposition qu'en muant sans cesse vers une régression sans fin, face à cette situation, il faudrait faire une trêve et ne plus polémiquer, pour bien faire il faudrait cesser de dénoncer leurs trahisons ou leurs reniements, bref, pour ne pas être calomniés, pour ne pas apparaître aux yeux des ignares comme des ennemis de la classe ouvrière, il faudrait accepter des compromis pourris sur les principes et le programme, et pour bien faire de préférence la fermer. Désolé, ce n'est pas dans mon tempérament, et je doute que cela soit la bonne solution pour faire avancer notre cause.

Leurs arguments sont d'ailleurs d'une hypocrisie qu'il est facile de démonter. Quand ils mettent en avant le front unique à toutes les sauces sans faire preuve du moindre discernement, ils prétendent que cela n'est pas vraiment un problème car les travailleurs seront toujours capables de faire la différence et de séparer le bon grain de l'ivraie, or la réalité est hélas bien différente, car ils ont plutôt tendance à jeter tout ce beau monde dans le même sac pour finalement n'avoir confiance dans aucun parti politique, dans le cas contraire il existerait aujourd'hui (depuis longtemps) un puissant parti ouvrier, or ce n'est pas le cas. Tenons-nous en aux faits, on se fout du reste.

Concernant mon intervention, dans le site je ne m'adresse pas aux travailleurs lambda mais à des militants qui sont censés avoir acquis une certaine expérience de la lutte des classes et un certain niveau de conscience politique, donc pour peu qu'on leur donne les moyens de comprendre notre position et qu'on n'est pas avare de faits, de repères, d'arguments ou d'explications pour les étayer, ils doivent être en mesure de la comparer avec celles de leurs dirigeants, ensuite d'y adhérer ou non, bref de se déterminer librement en faisant appel à leur esprit critique. Donc de mon côté les choses sont parfaitement claires et j'ai l'esprit parfaitement tranquille.

Voici ce que j'ai lu dans une lettre de Marx adressé à Kugelmann qui va dans le sens de ce que je viens de dire :

*« Les ouvriers d'industrie doivent, avant tout, se débarrasser de leurs chefs actuels. Quand j'ai dénoncé ces individus au Congrès de la Haye, je savais que cela me vaudrait une impopularité, des calomnies, etc., mais*

---

*des conséquences de cet ordre m'ont toujours laissé indifférent. De divers côtés, on commence à comprendre qu'en les dénonçant je n'ai fait que remplir un devoir. »*

Tu imagines un peu à la tribune d'un congrès du parti, un délégué dénoncé la politique de ses dirigeants, j'entends par dénoncer, dénoncer sans prendre de gants leur politique capitularde comme a dû le faire Marx pour s'attirer leur foudre. Inimaginable, impensable, tu serais viré sur le champs, on ne te permettrait même pas de finir ton discours, pire tu te ferais taper sur la gueule ! Il s'agissait là de l'Internationale, mais Marx et Engels intervenaient de la même manière dans les partis et dans les syndicats chaque fois qu'ils le jugeaient nécessaire. Ah c'étaient des communistes, des révolutionnaires, toute la différence est là semble-t-il !

Tu as entendu un jour un délégué dans un congrès de la CGT ou de FO étripier Séguy ou Bergeron ? Jamais camarade ! Donc tous complices, point barre, par faiblesse ou lâcheté, seul le résultat compte et le résultat est toujours le même : nul !

Le seul compromis que nous puissions accepter en tant que militant révolutionnaire et qui requiert déjà de notre part un terrible effort, c'est d'accepter de militer dans des partis et des syndicats qui ne correspondent pas exactement à l'idée qu'on se fait du parti ou du syndicat. Ensuite qu'on ne vienne pas nous demander de partager la politique de leurs dirigeants ou de ne pas la critiquer si nous le jugeons nécessaire, nous ne leur reconnaissons pas le droit d'émettre cette exigence exorbitante, qu'ils commencent donc par être à la hauteur de leurs responsabilités.

Je ne suis pas prisonnier de formules à la con, je me contente des faits, et comme Marx je me fous éperdument de ce que les militants peuvent penser de mes positions. S'ils ne veulent pas faire l'inventaire de la lutte des classes du XXe siècle et en tirer les conclusions qui s'imposent et perpétrer indéfiniment les mêmes erreurs, c'est leur problème, qu'ils en assument toutes les conséquences, comme c'est le mien de dire ce que j'en pense, et tant pis si cela choque ou déplaît à certains.

La plupart des gens et des militants se posent un jour une question, et dès lors qu'ils y ont apporté une réponse qui leur semblait satisfaisante, il la grave dans le marbre pour l'éternité, donc pour eux, en imaginant que la même question se trouve poser un jour dans des circonstances différentes, elle ne nécessitera pas forcément de leur part une nouvelle analyse pour y apporter peut-être une réponse différente. On a très souvent à faire à des gens à l'esprit borné et étroit.

On pourrait s'amuser à faire l'inventaire des idées préconçues qui ont été adoptées par le mouvement ouvrier, mais une année entière n'y suffirait pas ! En lisant ou relisant Marx et Engels, je me nettoie le cerveau, je le vide de la pourriture qui m'a aussi gangrené. Par exemple, plus d'une fois ils ont soutenu ou encouragé des guerres, ils les ont souhaitées, par exemple entre l'Allemagne et la Russie, incroyable, non ? Non, puisqu'ils les justifiaient en expliquant que cela favoriserait la mobilisation de la classe ouvrière contre le régime. Ils se sont prononcés pour l'envoi de brigades de militants à la frontière belge pour empêcher des immigrés de venir occuper les postes des grévistes (charbon ou sidérurgie, j'ai oublié). Comment, ils ont osé empêcher de pauvres travailleurs immigrés de venir travailler en Belgique, alors qu'ils avaient absolument besoin de ce travail pour nourrir leurs familles ? Malheureux, mais Marx et Engels étaient des dégueulasses ! Non, car entre la lutte de classe du prolétariat belge et des considérations d'ordre individuel dénuées de conscience de classe, la première prime. Ils ont fait plus fort camarades, et là je dois dire qu'il ne leur était pas possible d'aller plus loin sans craindre d'être à jamais incompris, ils ont été jusqu'à souffler des propositions à Bismarck pour qu'ils les adoptent de façon à faire monter la mayonnaise de la lutte des classes.

Je ne sais plus si c'est Marx ou Engels qui disait que parmi ceux qui avait eu sous les yeux la loi de la valeur découverte par Marx, un peut-être sur 999 l'avait vraiment comprise, je pense qu'un militant sur 999 a compris hier (et aujourd'hui car il n'y a pas de miracle !) le comportement politique de Marx et Engels que j'ai brièvement exposé dans le paragraphe précédent. A ce propos, j'en connais que je ne citerai pas, qui ont voulu imiter Marx et Engels en n'hésitant pas à laisser entendre qu'ils possédaient les mêmes qualités, sauf que ce n'étaient manifestement pas le cas, et n'étant pas foutu de définir les limites à ne pas franchir, ils finirent renégats.

Marx et Engels ne poursuivaient qu'un seul objectif, aider par tous les moyens possibles la classe ouvrière à prendre conscience de la nature des rapports sociaux pour préparer le renversement du régime en place,

---

toute leur activité était subordonnée à ce seul et unique moyen et objectif. On ne peut comprendre ce que j'ai évoqué plus haut que dans cette perspective. Mais cela n'est pas suffisant, il faut aller plus loin.

Evoquer cette perspective qui peut s'avérer être plus ou moins éloignée de la réalité que nous vivons comme l'histoire nous y a habitué si souvent, ne doit évidemment pas nous en détourner, ni la faire disparaître de notre activité quotidienne de militant révolutionnaire ou de notre programme sous prétexte que la situation ne serait pas mûre ou je ne sais quelle baliverne. Or c'est ce que ce sont employés à faire systématiquement tous les partis ouvriers pour mieux coller au rapport de forces entre les classes, facteur que dénoncera violemment Lénine et dont cependant il ne cessera de tenir compte, une contradiction en apparence seulement, car il n'est déterminant que dans des situations bien particulières, le reste du temps il traduit les illusions des masses dans le régime et ne peut être qu'un frein au développement du parti si on le prend comme base pour déterminer le contenu politique de son activité. Freiner des deux pieds ou se placer à la traîne des masses, cela ne revient-il pas au même ? Au lieu de la révolution permanente, ils ont abouti à la régression permanente du mouvement ouvrier.

Comment concilier les enseignements du marxisme tout en inventant sans cesse la politique que nous devons appliquer dans des situations inédites, voilà à quoi nous devons nous atteler, sans tomber dans les pièges du dogmatisme et de l'aventurisme.

Si je te dis que j'ai surpris Marx en train de « *parier* » sur le développement de la situation, ou dans le même registre, s'étendre sur le rôle du hasard dans le comportement des hommes, c'est sa formule exacte, il parlait de la classe ouvrière, je me dis que finalement rien n'est figé, rien ne peut et ne doit être copié fidèlement du passé, il nous faut sans cesse vérifier que les formules qui nous servent souvent de point de repères ou les principes que nous avons adoptés sont toujours valables, que finalement tout est à inventer ou presque au fur et à mesure que le capitalisme et la lutte des classes se développent, que la société se transforme même si ses fondements demeurent intacts. Un dirigeant qui vire un militant sur la base d'un désaccord théorique sur une question qui n'a rien de fondamentale ou de brûlante, ne mérite pas le statut de dirigeant, il a peut-être raté sa vocation de procureur général ou de policier.

Revenons à notre sujet.

« *Organisons-nous pour aider à imposer l'unité.* », voilà leur seul objectif, je n'ose pas dire politique, ce serait forcer le trait.

Ne perdons jamais de vue que c'est un parti politique qui s'exprime ici et non un syndicat.

L'unité de qui et pour quoi ? Dans quel objectif ? L'unité à la base ? Elle est déjà effective. Il ne reste que l'unité au sommet à conquérir. Est-ce nécessaire, dans quel but ou que peut en attendre la classe ouvrière ? C'est la politique opportuniste de la commission ouvrière du PCI de 1945 dirigée par Lambert qui n'avait aucune chance de mettre en difficulté les bureaucrates ou de permettre de les chasser, comme elle ne remettra jamais en cause leur contrôle sur les syndicats. Quel résultat 64 ans plus tard ? Nul, absolument nul, le désert, pire nos forces n'ont jamais été aussi divisées et éparpillées dans une multitude de formations politiques, sans parler des milliers de militants qui ne veulent plus faire partie d'aucune formation politique. Désolé, c'est la seule chose qui m'intéresse. On me prend pour un cinglé parce que j'affirme que l'on ne construira jamais le parti tant qu'on n'aura pas tout mis sur la table, tout passer au crible de la critique marxiste, soit, je suis dingue, et heureux de l'être cela va de soi !

Restons un instant 60 ans en arrière.

Deux remarques supplémentaires : d'une part, compte tenu que cette stratégie n'a mené à rien, cela devait signifier qu'elle était erronée et qu'une autre stratégie aurait peut-être permis d'obtenir de meilleurs résultats. Rien ne permet de l'affirmer catégoriquement, mais rien non plus ne permet de prouver le contraire. Si le parti avait réellement été construit sur les bases du marxisme, on est quand même en droit de penser qu'il n'aurait pas été réduit à une poignée de militants en 1958. D'autre part, si elle a abouti à un résultat nul, c'est qu'elle devait reposer sur une analyse fautive de la situation mondiale. En me relisant, je me remémore ce qu'avait dit un jour Lénine, qu'un parti pouvait avoir le plus merveilleux programme du monde, les meilleurs statuts qu'on puisse imaginer, etc., mais que s'il n'était pas capable d'analyser correctement la situation, il était voué d'avance à sa perte ou ne serait jamais construit...

---

A cette époque et lors de la décennie suivante, paraît-il qu'une troisième guerre mondiale devait se produire. Finalement elle n'eut jamais lieu, et c'est tellement facile d'expliquer pourquoi qu'on en est gêné pour les disciples de Lambert et Mandel. Note bien que l'explication qui va suivre aurait très bien pu être formulée dès cette époque, puisque c'est en me référant au marxisme qu'elle m'est venue à l'esprit : pour qu'il y ait une nouvelle guerre mondiale, il fallait forcément qu'un certain nombre de conditions soient réunies, dont la plus importante d'entre elles, il fallait que le capitalisme se soit à nouveau développé au point de déboucher sur une crise encore plus importante que les précédentes et que les représentants du capitalisme n'aient pas d'autre moyen pour l'endiguer que de procéder à la destruction sur une échelle toujours plus vaste de forces productives. Or, d'une part cette condition ne pouvait pas être réunie à peine quelques années après le carnage et les destructions colossales de la seconde guerre mondiale, pas même une décennie plus tard, d'autre part, l'existence d'armes atomiques, chimiques ou bactériologiques promettait l'apocalypse sur terre en cas de guerre mondiale au point qu'aucun pays n'aurait été épargné, ce qui permettait d'écarter théoriquement pour un moment, l'idée qu'une telle guerre puisse se produire, sans pour autant exclure l'idée que des guerres locales puissent avoir lieu, ce qui fut effectivement le cas (Corée, Viêt Nam, Inde). De plus, sur le plan politique la décomposition des Etats bourgeois et les rapports entre les classes en Europe occidentale et centrale rendaient absolument invraisemblable un tel scénario. En France, la IV<sup>e</sup> République témoignera de la faiblesse de la bourgeoisie obligée de composer avec le PC et la SFIO, pour ne prendre que cet exemple.

En conclusion, ils avaient tout simplement négligé ou pas assimilé le facteur économique qui était et demeure à la base du marxisme. Sur ce plan-là, ils n'ont toujours fait aucun progrès, puisqu'ils réclament aujourd'hui que le prolétariat soit soulagé des effets de la crise du capitalisme, au lieu de s'en saisir pour dresser les masses contre le régime et construire dans la foulée un parti révolutionnaire. Ils gémissent à cause des conséquences de cette crise qui frappent la classe ouvrière, ils montrent ainsi une fois de plus qu'ils sont incapables d'en revendiquer la direction, alors que cette crise est une aubaine et la condition indispensable pour poser directement la question du pouvoir politique.

Voilà une note du traducteur des lettres de Marx à Kugelmann que j'ai relevée hier :

« *Dans la Nouvelle Gazette rhénane, revue politico-économique, parue en 1850, Marx avait déjà exprimé l'idée qu'une nouvelle révolution était inévitable mais en précisant qu'elle ne pouvait survenir qu'* » à la suite d'une nouvelle crise économique ' ». Une précision capitale qui échappera jusqu'à aujourd'hui aux « *héritiers* » de Trotsky !

Le travail politique dans les organisations de masse qu'étaient à l'époque les syndicats (5 millions d'adhérents environ) subordonné comme il se doit au front unique et au mot d'ordre de gouvernement PC-SFIO-CGT, ne pouvait pas se traduire par la construction d'un parti révolutionnaire, pour la bonne raison que cette perspective politique ne pouvait ouvrir la voie qu'à un gouvernement d'union nationale ou de front populaire, ce qui de fait correspondait à la IV<sup>e</sup> République, et non à un gouvernement ouvrier révolutionnaire puisqu'il n'existait pas de parti révolutionnaire pour qu'il voit le jour, à moins de croire aux miracles ! Si cela t'amuse, tu peux reprendre la même démonstration avec les mêmes éléments en les replaçant dans le contexte qui a précédé le 10 mai 81, tu y retrouveras la même incurie politique à la virgule près, avec la même punition à l'arrivée. Terrible constat, non ?

Oui, mais les acquis et les droits de la classe ouvrière de la période allant de 1945 à 1981, c'était une belle avancée, non ? Sans blague, vous y tenez tant que cela à vos chaînes, il suffit de leur passer un petit coup de verni une fois toutes les quatre décennies et vous voilà repartis pour un tour ! A en faire trembler de peur les capitalistes, dites-moi ! Relisez donc le passage plus haut sur Marx et Engels, vous comprendrez peut-être enfin ce que valent vraiment ces droits et ces acquis, leurs fonctions en régime capitaliste puisqu'il faut mettre les points sur les i ! J'imagine que la condamnation à mort d'un communard commuée en peine de prison à vie ou au bagne aurait dû être considérée par Marx comme une réelle avancée (de la démocratie !) à mettre sur le compte de la bienveillance des *chiens* de Versaillais, à défaut de pouvoir l'imputer à la lutte de classe malheureuse du prolétariat ! On pourrait prendre un autre exemple, la création de la CMU par le PS. Tu parles d'une avancée sociale, son pendant est la destruction de la Sécu ! Et la participation aux bénéfices de l'entreprise, en voilà une belle invention, oui, son pendant est le blocage des salaires et une plus grande subordination de la classe ouvrière au capital ! Et l'élévation des salaires, l'amélioration de la condition ouvrière, n'étaient-ce pas là des avancées significatives ? Vers le socialisme, certainement pas, pendant ce temps-là, pendant que vous consommiez davantage et que la plupart de vos besoins immédiats étaient satisfaits (sauf pour des pans entiers du prolétariat qui demeuraient dans la misère, mais qui s'en soucie !) des ouvriers et des paysans crevaient de fin à l'autre bout du monde ou s'entretuaient, chacun

---

consomme comme il peut les fruits du développement du capitalisme, les uns des bonbons, les autres des obus ! L'essentiel n'est-il pas finalement d'être satisfait de soi-même et d'avoir toujours raison ?

On baigne dans le plus pur opportunisme. Pour masquer leur impuissance ou leurs réelles intentions ils se retranchent derrière les dirigeants syndicaux pourris et donnent de la voix :

« *S'il faut pour cela décréter les nationalisations pour imposer ces décisions, alors cela doit être fait.* », s'il faut dès fois qu'il ne faudrait pas, laissons le doute persister, encore une formule volatile que chacun pourra interpréter comme il l'entend, quelle audace ! Par qui, dans quelle circonstance, par quel moyen ? Pour empêcher les licenciements, on croit rêver, sans s'emparer au préalable du pouvoir politique, les nationalisations seraient faites uniquement pour le compte des capitalistes comme ce fut toujours le cas dans le passé, à croire qu'ils ont oublié qu'on était en régime capitaliste ! Ils nous ont fait le coup au début des années 50, puis avant 81 pour justifier leur appel à voter Mitterrand, pour le soutenir ensuite, et voilà qu'ils remettent cela, ils nous prennent pour des oies ou quoi, on est gavé, on a compris la leçon merci !

A part cela ils ne sont pas à classer dans la catégorie des Lassalle, Brentano ou encore Bernstein le renégat du marxisme !

Qui décide les licenciements ? Les patrons des entreprises privées. Qui leur donne ce pouvoir, la liberté de pouvoir licencier ? La législation du travail en vigueur. Qui est le législateur ? Le gouvernement, l'Etat, les institutions avec lesquelles collaborent les partis et les organisations dans une multitude d'organismes. C'est donc le gouvernement et les institutions qu'il faut renverser et abattre, car c'est seulement un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui décidera de mettre un terme à la législation du travail actuellement favorable aux patrons, non ? Qui d'autre pourrait appliquer un programme social et politique favorable à la classe ouvrière ? Qui ? Toute la situation ne nous ramène-t-elle pas à cette unique question ?

Questions : Pourquoi ne le disent-ils pas ? Pourquoi ne proposent-ils pas cette issue politique à la classe ouvrière ? Pourquoi ne la préparent-ils pas à affronter le régime ? Pourquoi ne font-ils rien pour faire progresser la conscience politique du prolétariat ? Pourquoi ne font-ils pas de politique serait-on tenté de répéter ?

Ne te marre pas, un militant m'a déjà donné la réponse à ces questions : les masses ne sont pas prêtes. On peut lui répondre que les masses attendent depuis près d'un siècle que vous soyez enfin prêts, vous messieurs les révolutionnaires ! Ils critiquaient hier les staliniens qui inversaient les rôles et ils font exactement la même chose aujourd'hui, simple constat. Cet argument est tellement médiocre que le même militant avait ajouté qu'en Bolivie si Morales ne pouvait pas aller plus loin, c'était parce que les masses n'étaient pas prêtes à aller de l'avant, alors que dans leur journal on pouvait lire dans un article que les militants du parti de Morales, le MAS, voulaient aller plus loin que Morales, traduisant fidèlement l'état d'esprit de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre bolivienne. Il justifiait ainsi également l'Assemblée constituante qui n'a rien de révolutionnaire...

Au fait, un parti révolutionnaire n'a-t-il pas pour fonction (ou devoir) de devancer les masses, de les éduquer, de leur indiquer la voie à suivre pour aller de l'avant, ou doit-il se contenter de coller à l'état d'esprit présent des masses qui s'accompagne nécessairement d'illusions ? Note bien qu'il pensait mettre fin au capitalisme par la voie électorale dans le cadre d'une institution calquée à peu de choses près sur les parlements bourgeois nationaux, et non sur un processus révolutionnaire donnant naissance à des organismes politiques indépendants (qui ne figurent pas dans leur programme) de l'Etat et du vieil ordre et prenant tout le pouvoir. Ont-ils vraiment confiance dans les masses ? J'ai plutôt l'impression qu'ils s'emploient à démontrer exactement le contraire, sans s'en rendre compte évidemment, car quoi qu'ils fassent, ils ont toujours raison et toute discussion sérieuse est impossible avec eux, ce dont on se passe très bien d'ailleurs, si c'est pour entendre débiter toujours les mêmes sornettes.

Au fait, l'Etat, il a bien une nature sociale de classe, oui ou non ? Est-il au service de la classe des capitalistes ou de la classe ouvrière tant que les rapports sociaux n'ont pas été modifiés dans ce pays ? Allez donc poser la question au mineur ou au paysan bolivien qui continue de vivre dans la misère sous le règne de Morales. Vous aurez alors la réponse à la question suivante : pour qui gouverne Morales et quel est la nature social de l'Etat bolivien ? Idem au Venezuela.

---

Le POI n'est pas sur cette ligne politique parce qu'il s'en remet à l'Etat tel qu'il est aujourd'hui pour interdire les licenciements, CQFD.

Quelles entreprises sont concernées par les nationalisations dont il n'est pas précisé ici s'il faudra indemniser ou non leurs propriétaires à coups de milliards comme en Bolivie ou au Venezuela ? Uniquement les grandes et pas toutes pardi, même lors de la révolution russe il n'a jamais été question de nationaliser les entreprises de quelques dizaines de salariés, or aujourd'hui l'immense majorité du prolétariat travaille dans des petites entreprises. Cette démarche s'inscrit en fait uniquement dans la perspective de rétablir l'équilibre des années 47-50 qui avait fait merveille et permis de maintenir divisé le prolétariat tout en préservant la paix sociale pendant 60 ans, mai 68 n'ayant été qu'une parenthèse malheureuse aussi rapidement fermée et oubliée qu'elle avait été ouverte.

Sur le plan politique, cette démarche coïncide parfaitement avec leur nostalgie de la IVe République affichée ouvertement à de multiples reprises il n'y a pas si longtemps par la voix de Sandri notamment dans les colonnes d'*Informations ouvrières*, nostalgie à défaut de mieux qui depuis a pris la forme d'une ode en faveur d'une hypothétique Assemblée constituante, tout en lui donnant le même contenu qui évidemment n'a absolument rien de révolutionnaire.

Voici la suite de cet échange.

Ce camarade a émis l'idée que le NPA participe à cette initiative. Voici un extrait de ma réponse sur un ton plus relâché, je l'ai rédigé en cinq minutes et je n'ai pas le temps de figoler.

Il ne s'agit pas de démolir la proposition du POI, mais d'expliquer qu'elle ne se situe dans aucune perspective politique. Comme à chaque fois avec eux, c'est un couteau sans lame.

Tu proposes de se saisir de la proposition du POI, pourquoi pas si c'est pour lui donner une orientation politique axer contre Sarkozy et les institutions.

Je ne sais pas si tu l'as remarqué, ils sont partis sur leur « *marche* », mais le 29 janvier n'est apparemment pas une étape pour eux vers cet objectif, alors qu'ils auraient dû l'intégrer. Faire connaître cette proposition à une majorité de la population si on y adhère lors du 29 dans toute la France, me paraît judicieux.

Je ne vois pas non plus pourquoi un parti ouvrier ne pourrait pas préparer et participer à une manifestation contre la régression sociale imposée par le gouvernement sous prétexte qu'elle serait appelée par des syndicats. Leur « *indépendance* » des syndicats ne sert en fait qu'à diviser la classe et l'affaiblir. En refusant d'intervenir sur le plan politique sous prétexte que ce sont les syndicats qui appellent à ces manifestations dans toute la France, alors qu'elles seront toutes dirigées contre le gouvernement et le capitalisme, c'est refuser de se dresser contre Sarkozy, c'est refuser aux masses les moyens politiques de se servir de cette mobilisation pour se tourner contre le gouvernement, c'est refuser de les aider à prendre conscience de la situation sur le plan politique, bref, cela va à l'encontre de ce qu'il faudrait faire pour construire un parti de militants conscients.

Rien n'empêche qu'un comité d'organisation soit mis sur pied composé des différentes formations politiques qui seraient associées à cette proposition, en laissant toute liberté à chacun de préparer cette marche sur Paris. Quant à des meetings communs, tout dépendrait quelle latitude il serait laissé à chacun de s'exprimer. Je suis pour que chacun exprime librement ses positions au passage, à condition seulement et c'est la seule condition que j'émettrais, de ne pas attaquer publiquement les autres participants lors de ces meetings, de garder la polémique pour d'autres supports ou circonstances.

Ce qui empêche souvent la collaboration entre les différents partis, provient du fait qu'on n'en fixe pas les limites avec précision, or, les uns en ont tellement à dire sur les autres, que ne sachant pas où cela va s'arrêter, personne n'ose franchir le pas.

Si l'axe c'est Sarkozy, son gouvernement et les institutions, chacun peut y trouver son compte et se lâcher, s'en donner à cœur joie contre notre Thiers et la Ve République qui pue de plus en plus le régime policier ou

---

la dictature, pas besoin d'aller faire chier ses petits camarades des autres partis, il y a largement à faire avec la crise et les sorties de Sarkozy et Fillon, il y a largement de quoi tenir un meeting de 2 heures sans se taper sur la gueule, en serrant les rangs comme l'on dit. Si les dirigeants adoptaient cet état d'esprit, on ferait un pas en avant et la classe ouvrière aussi.

Le problème, c'est que la proposition du POI s'arrête à mi-chemin et ne mène nulle part, donc chacun aura la tentation de donner sa version de ce qu'il voit plus loin sur ce chemin, les uns et les autres ne voyant pas la même chose, que la division l'emporte, par crainte que la vision de l'un s'avère plus juste que l'autre et la domine... On en est encore qu'au stade infantile de la refondation du mouvement ouvrier sur des bases marxistes ! Chacun peut interpréter à sa façon à quoi peut servir l'unité et cette marche, ils n'ont pas forcément les mêmes objectifs. Chacun craint que l'autre ne tire le tapis vers lui, on se croirait dans un souk en compagnie de marchands de tapis et non avec des dirigeants de partis ouvriers. Comme disait Trotsky à F. Zeller : il faut bien faire avec !

En conclusion, la proposition du POI est intéressante mais on se demande à qui elle s'adresse, étant donné qu'elle ne s'inscrit dans aucune perspective politique.

Fin novembre, le plénum du courant communiste internationaliste (CCI) du POI s'était prononcé sur une modification de l'axe politique du combat du POI en le recentrant contre Sarkozy, le gouvernement et les institutions. Question : pourquoi cet axe qui correspond à la situation a-t-il été abandonné avant même de voir le jour ? Faudra-t-il attendre le jour des barricades ? Il sera alors trop tard ! N'ont-ils pas compris que la crise actuelle allait encore s'aggraver ? Je viens de lire une dépêche : 45.000 suppressions d'emplois aux Etats-Unis pour la seule journée de vendredi. Une autre de la veille : le gouvernement espagnol vient d'annoncer que le chômage allait grimper à 15.09% en 2009 et se maintenir au-dessus de 14%... en 2011, et ce sont des prévisions optimistes ! Cela ne leur suffit pas ? Où ont-ils la tête ? Je les malmène, mais je les aime bien, tout cela est bien triste, j'avoue mon impuissance à les convaincre.

Toutes les revendications de la population laborieuse et de la petite bourgeoisie convergent vers le gouvernement. Le gouvernement reste inflexible ou reprend immédiatement de la main gauche ce qu'il a été obligé de consentir de la main droite peu de temps auparavant. Il se montre d'une générosité sans borne quand il s'agit de secourir les banquiers et les capitalistes, et lorsqu'il s'agit du sort des travailleurs, il n'a qu'une attitude, ils les matraquent avec ses contre-réformes toutes plus scélérates les unes que les autres. Ses discours sont de plus en plus coupés de la réalité, il est donc en train de se couper de la majorité de la population, il faut en profiter, il faut passer à l'attaque et faire preuve d'audace, on n'a rien à perdre.

Une « *marche* » sur Paris pour être vraiment utile, devrait lier tous ces aspects de la situation actuelle, disons que cela pourrait constituer la base minimum d'un accord entre les différentes formations politique et syndicales qui y appelleraient, contre le gouvernement (et les institutions) et le capitalisme, le combat contre le capitalisme étant le facteur commun aux partis et aux syndicats, ce qui justifie si nécessaire qu'ils soient présents côte à côte.

Chacun étant libre ensuite de définir de quelle manière l'ensemble de nos revendications pourraient être satisfaites. Pour sa part, un parti révolutionnaire avancerait la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul garantirait l'application d'un programme satisfaisant ces revendications...

---

---